HAVAS PARIS POUR LA FHF

Point de situation du 28 mai 2020

INFORMATION CORONAVIRUS

POINT DE SITUATION

EN FRANCE

- **28 596 décès (18 260 à l'hôpital et 10 335 en EHPAD)**
- **1 501 cas en réanimation**
- **66 584 cas guéris**

DANS LE MONDE

- **+ de 355 000 morts**
- **+ de 5 600 000 cas**

Le pays le plus impacté est les États-Unis (1,69 millions de cas et 100 442 morts), suivi par le Brésil (411 821 cas - 25 598 morts), la Russie (370 680 cas - 3 968 morts), le Royaume-Uni (268 619 cas-37 542 morts), l'Espagne (236 259 cas-27 117 morts), et l'Italie (231 139 cas - 33 072 morts).

LES TEMPS FORTS

Mercredi 27 mai

- L'appli StopCovid débattue au Parlement. Critiquée au sein même de la majorité, l'application pour smartphone sera débattue par les députés à partir de 15 heures à l'Assemblée, et dans la soirée au Sénat. Mais leur vote ne sera pas contraignant et les Français devraient pouvoir la télécharger dès ce week-end.
- Le gouvernement a abrogé les dispositions dérogatoires autorisant la prescription de l'hydroxychloroquine contre le Covid-19, selon un décret au Journal officiel. Cette décision est prise au lendemain d'un avis défavorable du Haut Conseil de la santé publique à l'utilisation de ce médicament dérivé de l'antipaludéen chloroquine.
- L'Assemblée nationale et le Sénat ont tous les deux donné leur feu vert, hier soir, à l'appli StopCovid, qui sera mise en ligne pour le grand public ce week-end.

Jeudi 28 mai

- Valérie Pécresse s'est dite prête "*à assumer des mesures de vigilance renforcées*" si la région Île-de-France passait au vert, jugeant que les Franciliens étaient "*mûrs pour ce pas en avant*". Pour elle, il serait en revanche "*complexe*" de prendre une décision séparée par département avec certains qui resteraient en zone rouge et d'autres en zone verte.
- Un décret très attendu, paru au Journal officiel, élargit les conditions pour obtenir le remboursement d'un test sérologique : déjà acté pour les professionnels soignants symptomatiques ou asymptomatiques, il est à présent ouvert aussi aux personnels de lieux d'hébergement collectif qui n'ont

pas de symptômes, ainsi qu'aux personnes qui ont eu des symptômes du Covid-19 mais qui n'ont pas été dépistées ni prises en charge par des médecins.

- Selon Laurent Berger, "*Il faudra se souvenir de tous ceux qui étaient en première ligne et qu'il y ait une reconnaissance réelle qui s'opère, j'ai peur qu'on oublie très vite.*" Le leader syndical a cité les travailleurs de la santé, des services, de l'alimentation, de l'agroalimentaire, des pompes funèbres, "*qui ont pendant toute cette période été là, présents, au travail, pour assurer leur mission et qui nous ont permis de vivre correctement*".
- Édouard Philippe et son gouvernement présentent l'acte II du déconfinement à 17 heures, avec des assouplissements attendus à partir du 2 juin.

LES PRINCIPAUX SUJETS DE DISCUSSION

Que retenir de l'actualité ce matin ?

- Vif intérêt médiatique pour les **annonces du PM concernant la seconde phase du déconfinement.** Dans l'ensemble, les observateurs estiment que les indicateurs de l'épidémie sur le territoire sont « plutôt favorables » et s'attendent à ce que l'Exécutif « desserre l'étau » après les derniers arbitrages qui doivent être tranchés en Conseil de Défense ce jeudi. Parmi les principales interrogations des journalistes figurent l'évolution de la carte des départements, l'élargissement de la limite des 100km, le retour des élèves de 4e et 3e, ou encore l'ouverture des restaurants, bars et lieux culturels. Sur les réseaux sociaux, tandis que restaurateurs et professionnels du tourisme réclament la réouverture de leurs établissements et que des anonymes espèrent voir les parcs rouvrir, la sphère éducative et les élèves s'interrogent particulièrement sur l'organisation de l'oral du bac de français.

- La presse en ligne note que **l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté « assez largement » mercredi soir en faveur de l'utilisation du traçage numérique** et insiste sur la volonté du Gouvernement de lancer l'application StopCovid dès ce week-end. Sur les réseaux sociaux, beaucoup mettent en doute l'efficacité de l'application en cas de faible taux d'installation.

- Plusieurs articles se font l'écho du baromètre du cabinet EY sur l'attractivité économique selon lequel environ **65 % des 1.200 projets d'investissements étrangers annoncés en 2019 en France pourraient être maintenus**, 25 % seraient reportés et 10 % seraient annulés. Les commentateurs soulignent que pour rester attractive, la France doit « apporter une réponse positive à la crise sanitaire » et convaincre les investisseurs avec un plan de relance économique.

- Les matinales reviennent sur les **« excuses » de la candidate LREM aux municipales à Paris, qui avait parlé de « mascarade » concernant le premier tour** des élections (« le rétropédalage d'A. Buzyn »). En outre, les articles insistent sur sa détermination à rester candidate à la mairie de Paris et de faire peser la majorité présidentielle au Conseil de Paris. Sur les réseaux sociaux, les réactions sont principalement négatives et présagent d'une campagne difficilement audible pour l'ancienne ministre.

- Dans le monde :
    - Alors que 350.000 décès ont été enregistrés au total, les rédactions titrent sur le cap des 100.000 morts franchi aux États-Unis.

- La situation en Amérique latine, notamment au Brésil et au Pérou, retient encore l'attention de plusieurs journalistes qui relèvent que le nombre de contaminations et de décès est en « augmentation constante ».

LES DERNIÈRES PRISES DE PAROLE

Agnès Buzyn – France Inter – 28/05/20

Invitée de France Inter, Agnès Buzyn, ex-ministre de la Santé, a répondu pour la première fois en direct aux critiques dont elle fait l'objet depuis le début de l'épidémie de coronavirus en France.

- Après avoir présenté ses excuses pour avoir qualifié le premier tour du scrutin des municipales de « *mascarade* » dans Le Figaro hier, l'ex-ministre de la Santé est revenue ce matin sur les critiques dont elle fait l'objet. Agnès Buzyn « *regrette* » ce « *langage direct* »
- Revenant sur les critiques dont elle a fait l'objet, notamment pour avoir quitté son ministère alors que la pandémie de Covid-19 s'aggravait, Agnès Buzyn a commenté : « *Les Français ont peur et je les comprends. Nous n'étions pas préparés à un tel drame* », qui pour elle a naturellement « *engendré énormément de critiques et la recherche de responsables* ».
- Pour justifier sa période de mutisme, qui s'étendait jusqu'à ses propres équipes de campagne, restées sans nouvelles, elle explique : « *Je n'ai pas voulu m'exprimer à chaud, j'attends que la date des élections soit annoncée avant de reprendre la parole.* »
- Pourquoi avoir abandonné le navire de la Santé en pleine tempête ? « *Jusqu'à une semaine des élections, tous les experts disaient que ça allait être une gripette. L'OMS a annoncé la pandémie mondiale le 11 mars, quatre jours avant les élections* », assure Agnès Buzyn. « *Mon pressentiment n'était pas partagé. C'était mon intuition, mais il y a une continuité de l'Etat. Tout ne repose pas sur la ministre et je savais qu'Olivier Véran allait me remplacer, je connais ses compétences et savais qu'il serait opérationnel immédiatement.* » « *Nous étions face à d'énormes incertitudes et avons découvert au fur et à mesure la gravité. Très peu de gens dans la communauté scientifique internationale avaient le même sentiment. Ils n'avaient peut-être pas le même degré d'intuition que moi* ». « *Je n'ai pas entendu beaucoup de scientifiques et de médecins, jusqu'à un mois après mon départ, dire que ça allait être grave.* »
- Agnès Buzyn dit ne pas avoir peur d'un procès pénal et attendre sereinement la commission d'enquête parlementaire. « *J'ai ma conscience pour moi, je sais ce que j'ai fait. Je réserve mes propos pour la représentation nationale mais il est très important pour moi de pouvoir m'exprimer* », souligne-t-elle. Elle dit avoir désormais « *hâte* » de pouvoir démontrer « *comment nous avions pris toutes les mesures nécessaires* ». Au Sénat, l'opposition l'attend de pied ferme en juin.

LES UNES DU JOUR

LES TWEETS À NE PAS MANQUER

Philippe Bernard @canalbernard · 10h

La fin du "I want my money back". La Commission propose un plan de relance de 750 milliards d'euros empruntés en commun. L'émission d'une dette mutualisée est une révolution dans l'histoire communautaire. Et si le Covid-19 faisait avancer l'Europe ?

Le Parisien @le_Parisien · 16h

«La réouverture des **écoles** n'est qu'un leurre en Ile-de-France»
➡️ Moins de deux élèves sur dix sont retournés à l'**école** dans la région. Un taux d'accueil en dessous des annonces officielles >

Edwy Plenel @edwyplenel · 17h

[EXCLUSIF] Scandale de la pénurie de **masques** : le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour «trafic d'influence commis par un particulier» visant Tewfik Derbal, ex-collab parlementaire du ministre de la santé **@olivierveran**. @Mediapart

Marc Endeweld @marcendeweld · 18h

Macron au sujet du Puy-du-Fou : "J'ai pris la décision de rapatrier le dossier à l'Elysée et de le traiter en Conseil de défense. Parce qu'au Conseil de défense, c'est moi le patron" Quel aveu de faiblesse...

Arthur Nazaret @ArthurNazaret · 18h

Olivier **Véran**, le 24 mars dernier
#Stopcovid
assemblee-nationale.fr/15/cri/2019-20...

> **M. Olivier Véran**, *ministre*. La Corée ne se contente pas de faire des tests : elle fait aussi du « tracking ». Elle a en effet équipé tous les téléphones et examine les données personnelles nécessaires pour prévenir tout l'entourage lorsqu'une personne était malade. Êtes-vous prête, madame Obono, à débattre de l'instauration de telles mesures, ici, à l'Assemblée ? Êtes-vous prête à suivre la Corée jusqu'au bout de sa démarche ?
>
> **M. Édouard Philippe**, *Premier ministre*. Ça m'étonnerait !
>
> **Mme Danièle Obono**. Mais non !
>
> **M. Olivier Véran**, *ministre*. Je n'en suis pas convaincu et, à titre personnel, moi non plus.

Mediapart @Mediapart · 27 mai

Lorsqu'elle était à la tête de la #CFDT, celle qui est aujourd'hui chargée de piloter le «**Ségur** de la santé» avait séduit le patronat et hérissé le camp syndical. Son soutien au plan Juppé de 1995 avait provoqué le départ de nombreux militants.